

goañv 2019

HARZ-LABOUR

niverenn 23 — numéro 23



hiver 2019



MACRON, VA TE FAIRE GILET JAUNER!

Le mouvement des Gilets jaunes est une révolte logique, un soulèvement populaire. Il est guidé par le sentiment d'injustice, l'indignation, l'exigence de dignité. Les Gilets jaunes sont souvent ceux qui, il y a peu, malgré les bas salaires, connaissaient une certaine stabilité, n'avaient pas encore peur du lendemain. Puis, vint la mesure de trop, « la goutte d'eau qui fait déborder le vase », « le ras-le-bol ».

L'augmentation des taxes sur le gazoil ne fut qu'un déclencheur, et le fait que le mouvement continue après avoir obtenu gain de cause sur ce point en est la preuve. Il y a cinq ans, c'est l'augmentation du prix du ticket de bus qui avait déclenché une vague d'émeutes au Brésil, et le projet de démolition d'un parc dans le centre d'Istanbul qui avait mis le feu à toute la Turquie. À chaque fois qu'éclôt un mouvement de révolte contre une mesure de trop, celle-ci, prise isolément, ne permet pas d'expliquer le soulèvement. Elle n'est qu'un symbole de l'arrogance du pouvoir, qui appelle un sursaut de dignité.

« Pourquoi avoir attendu maintenant pour manifester ? », « Où étiez vous quand nous manifestions contre la loi travail ? » demandent les bonnes âmes à ceux des Gilets jaunes qui connaissent leurs premières manifestations. Ces fausses questions, bien plus moralistes que politiques, n'ont aucune pertinence. Lorsque des habitués des manifestations

souhaitent être plus nombreux, lorsque des syndicalistes espèrent un mouvement de masse, cela signifie, par définition, qu'ils espèrent manifester avec des personnes qui n'étaient pas présentes jusqu'alors. En

réalité, ces remarques sur

« ceux qui se réveillent seulement maintenant » cachent mal que ceux qui font mine de s'interroger sont surtout dérangés d'être l'arrière-garde d'un mouvement qu'ils n'ont pas vu venir.

Si nous constatons la faiblesse des syndicats et leur peu de prise sur la situation, cette situation semble à la fois liée à une hostilité de la part de certains Gilets jaunes accusant les directions syndicales de « rouler pour le gouvernement » et aux réformes néo-libérales. La généralisation de la précarité, le fait d'être contraint de passer d'un emploi à l'autre, la peur d'être licencié, sont autant de paramètres qui expliquent en partie le faible taux de syndicalisation. Le

mouvement

ouvrier, organisé par des syndicats dans des usines où étaient regroupés des milliers de travailleurs, est un moment de l'histoire, dépassé par les restructurations et les défaites successives.

Face à la décomposition du salariat, les luttes ne se concentrent plus sur le travail et l'exploitation en tant que tels, mais sur la distribution, la répartition des richesses. Aussi surprenant que cela puisse paraître au premier abord, la plupart des Gilets jaunes, dont certains cumulent plusieurs emplois, ne demandent pas à travailler moins, ne dénoncent pas la souffrance au travail, mais remettent en cause le fait que le salaire péniblement gagné soit toujours plus taxé lorsqu'il part dans la consommation. L'ennemi désigné n'est donc plus le patronat responsable de l'exploitation, mais l'État et « les élites ». Le sujet de la mobilisation n'est plus le travailleur qui veut en finir avec l'exploitation, mais le citoyen qui aimerait retrouver le plein emploi et la relative stabilité sociale des années 70-80.

Il n'est donc pas étonnant que soient multipliées les références à un processus antérieur à l'émergence du mouvement ouvrier : la révolution française. Les clins d'oeil à des épisodes allant de 1789 à 1793 sont nombreux, même si le possible semble moins présent. Le mouvement des Gilets jaunes se réclame à la fois des cahiers de doléances, de la volonté d'être entendu par le pouvoir avant le point de non retour, de l'insurrection qu'on n'avait pas prévue, des manifestations de femmes contre l'augmentation des prix et contre la violence du pouvoir, de la revendication de droits, et de la volonté de les institutionnaliser formellement.

Car le but n'est pas seulement de manifester un désaccord, mais instaurer un rapport de force. Le peu qui a été obtenu jusqu'alors, l'annulation des hausses de la CSG et des taxes sur le carburant, l'augmentation de la prime d'activité, l'a été grâce aux blocages économiques et grâce aux émeutes, qui ont poussé le pouvoir à reculer en partie.

En prolongement du rapport de force institué par les Gilets jaunes, et sur pression de sa base, la direction de la CGT a finalement décidé d'appeler à une journée de grève le 5 février, rejointe par des Gilets jaunes et des étudiants. Le temps libéré en semaine pour s'organiser, manifester, bloquer, est précieux. Les rencontres entre personnes qui se fréquentent peu sont importantes. Il ne s'agit pas pour autant de fantasmer sur une éventuelle grève générale reconductible, sur Mai 68 et ses dix millions de grévistes. Dorénavant, ceux qui croient encore à la grève générale illimitée sont essentiellement ceux qui savent qu'ils ne la feront pas, des étudiants et des militants autoproclamés radicaux, qui, dans des secteurs où il n'y a pas de syndicat, sont nostalgiques du syndicalisme révolutionnaire. Le



chômage de masse, la précarité et l'atomisation sont passés par là.

Beaucoup ont glosé sur le fait qu'on ne savait pas très bien « ce que veulent les Gilets jaunes ». Il n'est pourtant pas étonnant que le sentiment commun soit faible et qu'un projet d'émancipation soit difficile à trouver quand les collectifs de travail sont de plus en plus divisés, quand les populations les plus précaires ou considérées comme inemployables sont parquées dans des zones de relégation où l'ont voit plus facilement venir les flics que les pompiers ou un médecin, quand des villages de campagne sont à vingt kilomètres de la poste la plus proche. Nous ne sommes plus face à des luttes sur les lieux



de travail, dans des grèves avec occupation, avec l'idée de se réapproprié l'outil de travail. On ne se réapproprié pas, on n'autogère pas des ronds points, des périphériques, des dalles en béton ou des péages. Mais on se rassemble, on crée un rapport de force, on s'organise.

Dans les discours, certains Gilets jaunes opposent le peuple, les citoyens, situés du côté du concret, du bon sens, à des élites corrompues et hors sol. L'arrogance et la débilité du pouvoir peuvent en effet pousser à ce constat. Cependant, nous ne devons pas oublier que les pouvoirs qui s'imposent à nous ont des dimensions à la fois concrètes et abstraites, qu'il ne s'agit pas d'opposer. Il est, par exemple, souvent dit que les banquiers « créent l'argent ». Les banques peuvent en effet prêter de l'argent qu'elles n'ont pas. Cependant, pour qu'elle ait une valeur, toute création monétaire n'est qu'une avance sur la production de richesse à venir, fruit du travail, de la production et de la circulation des marchandises. Si les capitalistes pouvaient « créer de l'argent » comme ils le souhaitent, ils n'auraient besoin ni de nous faire travailler, ni de nous faire consommer.

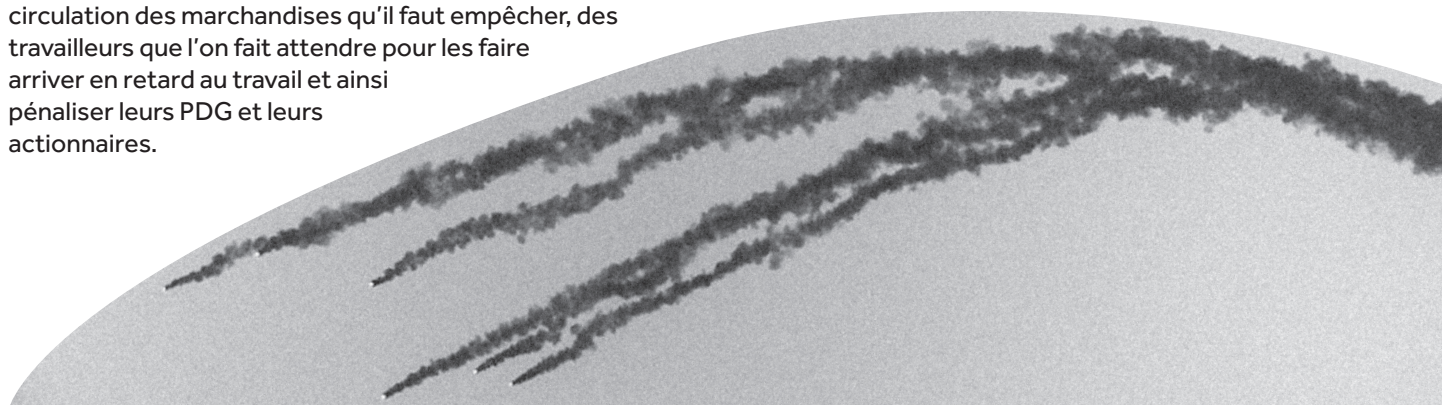
Un autre exemple est celui de l'opposition trop rapide, entre l'économie réelle, qu'il faudrait soutenir, et la finance, qu'il faudrait combattre. C'est passer à côté du fait que la spéculation se nourrit de l'exploitation. C'est oublier la solidarité entre les patrons, les DRH et les actionnaires. Si nous souhaitons relever cette erreur d'analyse et apporter cette réflexion dans le mouvement, c'est parce que nous savons qu'opposer le concret et l'abstrait d'une manière aussi caricaturale pousse parfois à opposer « le peuple bien de chez nous » à des « élites apatrides ». À l'inverse, quiconque a participé à un blocage des Gilets jaunes a vu que le pouvoir n'est pas hors sol. Il y a un pouvoir logistique, des infrastructures, des préoccupations concrètes, la circulation des marchandises qu'il faut empêcher, des travailleurs que l'on fait attendre pour les faire arriver en retard au travail et ainsi pénaliser leurs PDG et leurs actionnaires.

Malgré de nombreuses convergences entre différents secteurs, et malgré des lieux de mobilisation très variés, on constate que les appels lancés par certains Gilets jaunes aux habitants des banlieues sont, malgré des exceptions notables, restés lettre morte. Les raisons avancées sont nombreuses : méfiance vis-à-vis d'un mouvement décrit comme raciste par le gouvernement et les médias hostiles, sentiment de subir la relégation et les violences policières depuis bien plus longtemps que les Gilets jaunes, peur de connaître la répression et le racisme des tribunaux en cas d'arrestation, etc. Pour autant, nous ne pouvons nous satisfaire de ces explications structurelles, et le constat même est à nuancer.

Quand des sociologues et des professionnels du militantisme souhaitent voir chacun à sa place et eux au dessus, des gestes viennent remettre en cause les séparations, par exemple quand le collectif *Justice pour Adama* de Beaumont-sur-Oise rejoint les manifestations parisiennes des Gilets jaunes. Il s'agit de comprendre comment les rapprochements peuvent se faire, et non de pousser qui que ce soit à s'autoflageller. Certains militants aiment demander « où étaient les Gilets jaunes en novembre 2005, quand la France s'embrasait après la mort de Zyed et Bouna ». La réponse est simple : chez eux, comme tout le monde, à l'exception de quelques milliers d'adolescents courageux et des flics chargés de les réprimer.

À l'heure où « victime » est une insulte dans tous les quartiers de France, il ne faut rien connaître aux banlieues pour espérer converger avec leurs habitants en se bornant à faire la liste des oppressions, des discriminations et des souffrances. Faisons plutôt une proposition concrète, aussi modeste soit-elle. Le samedi 16 mars, à Paris, se tiendra la marche des solidarités. Elle se situe entre la journée internationale contre les violences policières (le 14 mars) et la journée internationale contre le racisme (le 21 mars). Alors qu'une quinzaine de personnes sont tuées par la police chaque année dans les banlieues, et alors qu'au cours des manifestations des Gilets jaunes, la police a tué une femme, arraché quatre mains et éborgné dix-huit personnes, il est de plus en plus important que nous soyons des milliers à nous rassembler, parmi ceux pour qui se retrouver face à la police évoque tout sauf un sentiment de sécurité, qu'il s'agisse des Gilets jaunes, des migrants, des zadistes, des habitants des quartiers populaires, etc.

D'ici là, il s'agit d'accroître la puissance du mouvement, être de plus en plus nombreux aux manifestations, converger avec les syndicats, se donner des objectifs, notamment le blocage de l'économie, et renforcer la densité des liens, par les Assemblées de Gilets jaunes et les rencontres plus informelles. Partout, s'exprime la volonté de reprendre nos vies en main, de décider, d'instituer notre propre puissance.



EN OUTRE, N'OUBLIONS PAS QUE LE DROIT EST SOUVENT UNE FICTION. LA LOI N'EST PAS LE POUVOIR. LE POUVOIR S'AFFRANCHIT SOUVENT DE LA LOI.

Beaucoup de Gilets jaunes appellent cela « démocratie directe » et l'opposent à la manière dont on nous a « volé le pouvoir » dans le cadre de la démocratie représentative. La volonté de rompre avec l'atomisation et la dépossession est légitime. Cette revendication démocratique prolonge l'exigence de dignité qui s'exprime dans le mouvement. Par contre, considérer que le fait de ne pas avoir écrit la constitution est « la cause des causes » de notre dépossession, comme le fait par exemple Etienne Chouard, est une erreur.

Si la constitution est l'un des éléments par lesquels les institutions cherchent à se légitimer, affirmer que c'est la constitution qui a créé le capitalisme est une erreur. C'est prendre les mots pour les choses, c'est ne rien dire des conditions matérielles d'existence, des rapports de force, des dynamiques historiques. Il n'y a pas un instant T où la constitution aurait été écrite, et un instant suivant où le capitalisme aurait été créé conformément à la constitution. La constitution n'est pas ce qui

a fait apparaître le pouvoir, mais l'inverse, la manière dont ceux qui ont le pouvoir le formalisent. En outre, n'oublions pas que le droit est souvent une fiction. La loi n'est pas le pouvoir. Le pouvoir s'affranchit souvent de la loi, il suffit d'avoir été face à des flics utilisant leurs armes en ne

respectant aucune règle pour s'en rendre compte. Rappelons aussi que la constitution française actuelle garantit par exemple le droit au logement, ou le droit de vivre décemment de son travail. Le nombre de SDF et de travailleurs pauvres prouve que l'urgence n'est pas d'écrire ensemble de nouveaux articles de constitution qui ne seront pas plus respectés que certains des articles de la constitution actuelle, mais d'imposer par la lutte la réquisition des logements vides et une autre répartition des richesses.

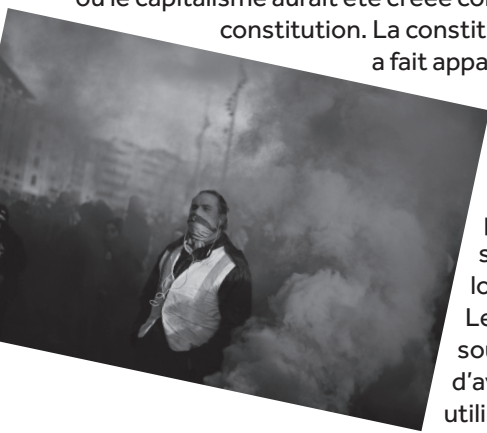
Nous nous faisons les mêmes réflexions à propos du RIC, le Référendum d'Initiative Citoyenne, revendication importante pour beaucoup de Gilets jaunes. S'il est probable que dans certains contextes, le RIC soit un moyen d'obtenir satisfaction sur tel ou tel point, il n'y a aucune raison de considérer qu'il serait une garantie. Si aucun rapport de force ne l'y contraint, il n'y a aucune raison d'avoir confiance en l'État pour qu'il respecte « la volonté

du peuple ». En

2005, des référendums menés dans différents pays, dont la France, ont rejeté le projet de constitution européenne. Celui-ci fut cependant voté au Parlement sous la forme du traité de Lisbonne, les élus profitant de l'absence de mobilisation sociale qui les en aurait empêché. En Italie, où existe un équivalent du RIC, la CGIL (équivalent de la CGT), avait obtenu les 500 000 signatures nécessaires à l'organisation d'un référendum contre un équivalent de la loi Travail. Cependant, la Cour constitutionnelle refusa d'organiser le référendum, au prétexte que la question avait été « mal formulée ». La raison réelle était que les dirigeants des entreprises qui avaient profité de la loi pour licencier ne voulaient pas réintégrer les millions de personnes licenciées à cause de cette loi. Quelques mois plus tard, c'est la mobilisation dans la rue qui contraignait le gouvernement italien à supprimer plusieurs points de cette loi.

Dans la mesure où les intérêts entre exploités et exploités divergent, comme entre gouvernés et gouvernants, et puisque seule la lutte paye, il ne faut pas être obsédé par la concorde, le consensus, l'unité du peuple. Si, comme le remarque Etienne Chouard, ceux qui se disputent à propos des questions politiques tombent souvent d'accord à propos des principes à inscrire dans la constitution, ce n'est pas, contrairement à ce qu'il dit, parce que quelque chose de magique se passe, mais parce que beaucoup pressentent que les principes constituants sont rarement suivis d'effets. Un actionnaire pourra toujours accepter que soit écrit dans la constitution que chacun doit pouvoir vivre décemment, cela ne signifie pas qu'il sera prêt à renoncer, s'il n'y est pas contraint, à une partie de sa richesse pour que soient augmentés les salaires, les retraites ou les minimas sociaux.

Méfions nous du formalisme juridique qui nous dévierait de la nécessité de nous organiser ou d'instaurer notre propre puissance. En conclusion, citons ce qu'écrivaient des manifestants dans une de leurs fameuses *Lettres jaunes*, appelant à se concentrer sur la réalité matérielle et sensible et sur notre capacité d'organisation : « *Il nous faut, dès maintenant, nous interroger radicalement : voulons-nous renverser la totalité de ce système ou voulons-nous que nos vies en dépendent pour toujours ? Voulons-nous continuer à prolonger cet illimité d'en haut ou défendre enfin les limites de notre humanité en danger ? À vrai dire, face à ce dispositif total, nous apparaissions trop souvent désarmés, saisis d'angoisse : « Que ferons-nous, alors ? », « Comment mangerons-nous ? », « De quoi vivrons-nous ? » Voilà pourtant les questions que nous devons courageusement affronter pour trouver d'autres chemins d'existence ! Ne surtout plus reculer devant la crainte de ce brouillard mental ! Nous pouvons le dissiper ! Nous pouvons par notre immense pouvoir de création dessiner de nouveaux horizons !* »



NOS AMITIÉS RÉVOLUTIONNAIRES

texte écrit par un de nos amis, gilet jaune dans le nord de la Bretagne intéressé par les questions philosophiques autour de la démocratie et de l'amitié

PLUTÔT QUE LA VOLONTÉ GÉNÉRALE

Le soulèvement en cours fait parfois entendre un mot d'ordre implacable : « le pouvoir au peuple ». Et non à ses pseudo-représentants faut-il évidemment entendre. Si c'est la direction que nous devons assurément prendre, il y a une difficulté devant laquelle nous ne devons pas reculer : nous savons ce qu'est le pouvoir qui s'exerce sur nous, à savoir une domination et une exploitation d'une brutalité et d'une violence insupportables, mais un pouvoir que nous pourrions exercer nous-mêmes, sans exploitation et sans domination, nous reste à peu de choses près

inconnu. **Or, le mouvement des Gilets Jaunes, comme tous les soulèvements qui tendent à prendre une dimension révolutionnaire, oscille dans ses discours, ses pratiques et ses modes d'organisation entre la reprise d'une conception classique du pouvoir, forgée par la domination d'une classe sur une autre et passée dans nos évidences politiques, et le saut dans l'inconnu par lequel seul nous pouvons inventer et expérimenter notre liberté collective.** Ou disons plutôt par lequel nous inventons et expérimentons

de fait notre liberté collective dans de jolis moments historiques comme celui-ci. Autrement dit, nous oscillons entre deux conceptions radicalement opposées du pouvoir. Et fondamentalement, c'est sur le type de rapport à soi et aux autres qui doit prévaloir dans une collectivité politique que s'opposent ces deux conceptions.

LA DOMINATION DE LA VOLONTÉ GÉNÉRALE

Notre condition de gouvernés nous incline à identifier pouvoir et domination. Cela revient à accepter l'hypothèse qu'un groupe d'hommes et de femmes n'a le *pouvoir* de constituer une collectivité politique, c'est-à-dire de se lier par l'élaboration et la prise

en charge d'un monde commun que quand ses membres se placent sous l'autorité d'une volonté unique — j'entends par « monde commun » à la fois toutes les ressources et les objets de toute sorte qu'une collectivité utilise en commun, mais également et plus essentiellement les discussions, les représentations collectives, les références culturelles, les conflits, etc. par lesquels chacun d'entre nous est assuré de se rapporter à la même réalité que les autres, de parler à peu près de la même chose. Autrement, craint-on, la collectivité implorerait à cause de la diversité des aspirations des individus ou des groupes sociaux qui la composent. Dans cette perspective, *le pouvoir est la relation entre d'un côté ceux qui décident, et de l'autre ceux qui se soumettent et exécutent.* Ce doit être une relation de commandement et d'obéissance. Au cours de l'histoire, cette relation a été pratiquée et théorisée de plusieurs façons : on peut penser aux monarchies ou aux dictatures bien sûr, mais il faut également savoir la reconnaître dans certaines conceptions de la démocratie et identifier les limites étroites dans lesquelles elle enferme l'action collective, ce qui m'amène à m'intéresser aux propositions d'Étienne Chouard.

Je ne me prononcerai pas sur la pertinence du RIC ; s'il s'avère que c'est un moyen d'obtenir satisfaction sur un certain nombre de revendications, tant mieux. À mon sens, le problème réside davantage dans la tentation de transformer le mouvement en un RIC permanent et de s'organiser sur le mode des ateliers constituants : ces types de réunions inventés par Étienne Chouard qui consistent à rédiger la constitution idéale, celle qui, d'après ce dernier, permettrait aux représentés de fixer les règles de la représentation — au lieu que ce ne

soit les représentants qui le fassent au service des intérêts des plus puissants. Certes, il faut créditer Étienne Chouard de défendre un type de démocratie infiniment plus horizontal que celui par lequel nous sommes gouvernés. Seulement, reste que ses propositions pour le mouvement se fondent sur l'idée non pas qu'il ne doit plus y avoir de commandement, mais que c'est la volonté générale qui doit commander. Or, le concept de volonté générale relève d'un bricolage théorique et pratique totalement étranger aux formes d'organisation de la collectivité plurielle qui est celle des Gilets Jaunes. Il implique que des gens aux sensibilités politiques et aux intérêts divers et irréductibles voire opposés les uns aux autres se réunissent, discutent et, qu'après avoir acté soit la position d'une majorité d'entre eux, soit le consensus qui s'est dégagé de leurs échanges, décident d'agir comme un seul homme. Cela pose au moins trois problèmes. Le premier, c'est qu'avec ce principe d'organisation, nous sommes tour à tour souverains et sujets, chefs et exécutants, mais jamais acteurs : nous sommes tenus de n'agir que sous l'impulsion d'une volonté qui pour être celle de tous ne doit être celle de personne. Alors, les actions et les discours de chacun n'auraient pas vocation à révéler et confronter des sensibilités politiques singulières, mais à servir une volonté hybride dans laquelle personne ne se reconnaît réellement — évidemment, je me laisserais convaincre si cela pouvait me permettre de voir des militants de Génération Identitaire accueillir des migrants avec un chocolat chaud au col de l'Échelle parce qu'une assemblée l'aurait décidé, mais j'ai des doutes sur ce genre de possibilités ! Deuxièmement et par conséquent, nous ne sommes jamais en relation avec d'autres acteurs : puisque

personne n'agit en fonction de sa sensibilité propre, personne ne donne la suite qu'il entend à l'initiative de ses compagnons — ou de ses ennemis. Au fond, c'est une auto-domination qui repose sur un rapport servile de l'individu à la volonté générale, et non une auto-organisation qui repose sur les liens qui se font et se défont en fonction des actions et des discours par lesquels les différents acteurs révèlent *qui* ils sont politiquement. Troisièmement, cette façon de s'organiser est complètement dominée par l'angoisse de l'uniformité et du contrôle ; on y passe son temps à s'assurer que tout le monde agit bien de la même manière parce que c'est sur ce fondement irrespirable que reposent l'unité et la force d'une telle collectivité ; autrement, la volonté générale cesse d'être opérante et de jouer son rôle de liant.

LA PUISSANCE DE L'AMITIÉ POLITIQUE

Les pratiques et les discours qui émergent lors des soulèvements contre les différentes formes de domination font exister une autre

conception du pouvoir : **exercer son pouvoir, ce n'est pas dominer à son tour, mais faire irruption dans les affaires publiques alors qu'on était censé se laisser gouverner. C'est défaire plus ou moins durablement une certaine distribution des rôles qui confère de l'importance et de l'autorité aux gestes et aux mots de certains, et qui invisibilise voire empêche ceux des autres** : par exemple, tandis que

les démonstrations tordues des intellectuels de plateau TV ou du personnel politique sont à chaque fois mises en scène comme des éclairages savants et utiles à la bonne gestion du pays, les prises de parole pourtant très claires des Gilets Jaunes, elles, ne seraient que les symptômes d'une souffrance privée ; ce sont des paroles qui ne sauraient être tenues pour l'expression d'une analyse et d'une prise de position sur la vie et l'organisation de la communauté. D'une certaine façon, la mise en cause de cette distribution inégalitaire de la parole et de l'attention est un retour au verbe pouvoir dans son sens le plus élémentaire, soit le contraire de l'impuissance. Disons-le simplement : avoir le pouvoir, c'est en ce sens avoir la possibilité d'intervenir sur le cours

des choses au lieu de s'y résigner. Au lieu de se laisser gouverner et réduire à l'inaction.

Aussi, c'est une évidence, le pouvoir est toujours une affaire collective. Mais un collectif puissant, qui a du pouvoir, ne saurait être compris comme une accumulation de forces individuelles au service d'un but unique : ce schéma peut permettre de comprendre comment fonctionne une entreprise, une armée, une compagnie de CRS ou encore une population qui adhérerait strictement à l'ordre dans lequel l'État essaye de la contenir — ce qui heureusement pour nous n'est qu'un vain fantasme de gouvernant. Ce qui occupe ces types de collectivité ne fait pas appel aux opinions de leurs membres. En leur sein, la pluralité et le conflit sont exclus. En définitive, ce qu'ils recherchent n'est pas le pouvoir, qui consiste à maintenir ouvert le champ du possible, mais la force, la quantité d'énergie nécessaire à la production de l'effet escompté. Mais il en va nécessairement autrement pour une collectivité politique dans laquelle tout le monde a une part égale à la décision et à l'action. Ce qui rassemble ses membres est également ce qui les sépare ou du moins ce qui les distingue : il y a au cœur de leurs discussions et de leurs actions un ensemble de questions, d'événements, de décisions, etc. qui les lient dans un destin commun, mais qu'ils perçoivent à la lumière de leurs sensibilités respectives (qu'elles soient individuelles ou collectives). Dans ce type de collectivité, ou plutôt pour que ce type de collectivité éclore, il faut que les initiatives de chacun soient libres et qu'elles soient librement interprétées et poursuivies par d'autres. Cette façon particulière de se lier aux autres et le type de lien qu'elle génère peut être appelé l'amitié politique. Celle-ci est la disposition à percevoir dans les initiatives des autres l'ouverture potentielle d'un moment et d'un espace d'organisation collective : par exemple, il a fallu que les premiers mots ou les premières vidéos des premiers Gilets Jaunes soient prises au sérieux pour que ces interventions qui auraient pu tomber dans l'oubli aboutissent à la fleuraison de dizaines de milliers de Gilets Jaunes, à la constitution d'assemblées, aux blocages de ronds-points, aux manifestations, etc. Et il a surtout fallu que nous nous prenions mutuellement au sérieux sans nous

effrayer des différences importantes entre nos diverses manières d'agir. Ce qui me relie politiquement aux autres, ce qui me donne le sentiment de pouvoir agir avec eux sur notre monde commun, ce n'est donc pas l'obéissance commune à la volonté générale et l'assurance qu'ils n'en dévieront pas. C'est au contraire l'ouverture à leurs façons respectives d'agir qui me permettent à la fois d'entrevoir de nouvelles possibilités et de distinguer entre ceux avec qui mes affinités me portent à agir et les autres. Or, il y a dans le mouvement des Gilets Jaunes bien plus que dans les mouvements de ces dernières années quelque chose qui force l'amitié politique. Chacun d'entre nous a pu voir différemment ses voisins, les parents d'élèves de l'école de ses enfants, le facteur, ses amis, etc. Tous ces gens qui ne suscitent d'habitude que des réactions automatiques se sont détachés d'une routine au sein de laquelle ils étaient à nos yeux autant d'identités ou de fonctions bien assurées pour devenir des compagnons qui nous inspirent et nous accompagnent dans la pensée et l'action. Mais aussi, pour certains d'entre nous, une série de réflexes pratiques et intellectuels a dû céder la place à une attention neuve pour ce que nos nouveaux compagnons avaient à nous dire. Bien entendu, tout cela n'indique pas comment s'organiser ni vers où aller exactement. Ce n'est pas non plus une explication exhaustive de ce qui fait la puissance et la logique de ce mouvement ; loin s'en faut. Plus modestement, c'est une hypothèse sur ce que nos façons de nous organiser doivent absolument préserver : des amitiés entre des acteurs hétérogènes. Que les Gilets Jaunes s'auto-désignent comme le peuple est absolument légitime : le peuple n'existe que dans les procédures collectives par lesquelles il se saisit de son existence politique. Il n'y a de peuple qu'en

paroles et en actes. **En revanche, le souci d'être un peuple uni ne doit jamais être confondu avec le refus d'être un peuple pluriel. La volonté générale n'existe pas ; il n'y a que des liens d'amitié ou d'inimitié entre des volontés particulières.**

Si la révolte des Gilets Jaunes semble née d'une révolte économique, contre des conditions d'existence qui nous sont devenues insupportables, assez rapidement, pourtant, le désir d'aller plus loin dans les revendications s'est fait entendre. Ceux qui sont entrés en lutte contre la violence économique du capitalisme ont rapidement été confrontés à la brutalité d'un pouvoir qui ne tient plus que par ses flics.

Dans ce contexte, la dimension politique de la colère était une évidence pour quiconque voulait la voir. L'absurdité du mythe démocratique a sauté au visage de ceux, qui souvent pour la première fois, expérimentaient le sentiment de puissance que donne une mobilisation réussie. À chaque coup de matraque, à chaque œil crevé, à chaque comptage absurde de manifestants, à chacun des propos d'un quelconque politique s'acharnant à défendre sa place dans un système auquel il ne croit plus, à chaque article de journal relatant des histoires qui ne correspondaient jamais à ce que nous avions pu vivre ensemble, la démocratie est apparue comme ce qu'elle a toujours été. Elle est à la fois un discours sur des institutions et la liberté qui a pour but de provoquer un consentement au fait d'être gouverné, et une réalité qui s'exerce sur les corps et sur les vies de quiconque se révolte en prenant au sérieux ce discours.

Les Gilets Jaunes ont pris acte de cette réalité et refusé la pacification d'un faux débat. Les traditionnels défilés syndicaux de ces dernières décennies, bien encadrés et impuissants, ont été remplacés par des samedis fous où la vie et la rage ont enfin pu venir habiter les rues commerçantes des villes de la capitale et de province. Une envie commune, d'aller plus loin dans les actes et de dépasser les tristes perspectives politiques offertes par ce monde, est née de nos rencontres sur les rond-points, des complicités nouées dans les rues. Or, la puissance du mythe démocratique est tel qu'il semble parfois difficile de penser hors de ce cadre. Ainsi, émerge un courant chez certains Gilets Jaunes, avec lequel nous partageons cette intuition que ce monde est mort, qui plaide pour une refonte de la démocratie ou pour ce qui en serait un « approfondissement ». Il nous semble que dans ces discours se love l'idée selon laquelle la démocratie aurait été dévoyée, et qu'il faudrait en retrouver l'essence, quelque part entre l'Athènes des V^{ème} et IV^{ème} siècles avant JC et une VI^{ème} République. Alors, nous avons eu envie, nous aussi, pour apporter notre contribution au débat, de réfléchir à la démocratie, et plus

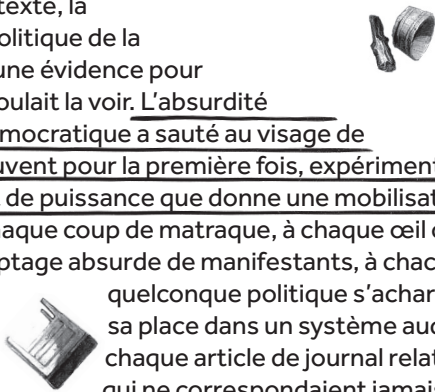
particulièrement aux mythes contenus dans le discours démocratique.

Que ce soit sur l'Agora athénienne ou sur le plateau de TPMP, la démocratie repose sur une idée fondamentale : celle de la délibération. Dans la pensée démocratique, l'essentiel est de débattre, discuter, exposer ses idées face à un adversaire, dans un octogone symbolique où s'échangent des mots plus que des coups. Et factuellement, nous vivons dans des sociétés où nous débattons constamment. Il est possible de discuter du bien-fondé d'une loi comme de la pertinence du système. Et si nous n'avons jamais vu autant de pages Facebook fermées arbitrairement, ce n'est pas tant pour ce qu'elles disent, mais pour ce qu'elles permettent d'organiser et de réaliser.

Quand le pouvoir s'en prend à des discours, c'est plutôt parce qu'ils ont été suivis ou précédés d'effets, ou qu'ils pourraient l'être.

En effet, il y a deux lectures de la démocratie. La première, c'est celle qui est portée par le mythe démocratique, celle d'une liberté politique absolue permettant de critiquer ceux qui détiennent le pouvoir. Cette première lecture ne s'oppose en aucun cas à la deuxième. Historiquement, les démocraties occidentales, qu'il s'agisse de la démocratie athénienne du V^{ème} siècle avant JC ou de la démocratie libérale du XVIII^{ème}, sont nées dans des contextes de guerre civile, d'émeutes, de révolutions. Dans ce cadre, l'organisation institutionnelle est venue ordonner le mode de règlement des conflits, et surtout, encadrer leur pacification. Si le pouvoir a réagi aussi brutalement aux premières manifestations parisiennes des Gilets jaunes, c'est parce que leur refus de s'inscrire dans le cadre pacifique et pacifié proposé ordinairement dans un régime démocratique venait contester le fonctionnement même des institutions. En outre, il y a fort à parier que ce sont ces mêmes manifestations qui ont fait la force de ce mouvement, ce qui a permis à des personnes qui jusque là n'étaient que peu descendues dans la rue de s'en saisir. Enfin, une mobilisation nous offrait la possibilité d'agir concrètement, que ce soit dans les manifestations ou en s'installant sur des rond-points, de quitter notre rôle passif de spectateurs de la politique pour en faire l'expérimentation au quotidien ! Enfin, nous sommes devenus en capacité d'agir sur tout ce que nous subissions, chacun dans son coin, isolés et désolés.

De plus, la colère des Gilets Jaunes est également une révolte contre les inégalités économiques face à une situation que le mandat de Macron est venu rendre encore plus visible qu'elle ne l'était. Quand les plus riches deviennent toujours plus riches, les plus pauvres s'appauvrissent encore. Avec la précarité, le travail se



fait toujours plus envahissant et occupe tous les espaces de nos vies. Or, face à cette situation, la fiction de l'égalité démocratique (un vote = une voix) ne peut plus tenir, tant il est devenu évident que le pouvoir politique est également économique. Et, là-dessus, il est difficile d'imaginer comment la démocratie pourrait changer quoi que ce soit. En effet, la démocratie s'est toujours parfaitement accommodée des inégalités sociales : au mieux, elle les gère en tentant d'en dissimuler la dimension conflictuelle, au pire, elle les aggrave en rendant impossible l'expression de ce conflit économique profond. Dans tous les cas, elle ne laisse pas de possibilité d'agir sur ceux-ci. Les Grecs sous Tsipras n'ont pu que constater l'incapacité du pouvoir politique face aux enjeux économiques, car le capitalisme est devenu l'élément structurant de l'organisation du monde.

Finalement, par le biais de la délibération, la démocratie tue les possibilités d'action. En effet, elle crée l'illusion d'une participation aux affaires publiques, mais qui se limite à une discussion autour de celles-ci, sans aucune prise sur la réalité. En outre, en démocratie, l'idée de délibération s'accompagne de celle de la participation, en général par le vote. Comme le soulèvent à juste titre les partisans du RIC, cette « participation » politique qu'on nous propose à intervalles réguliers, cette participation symbolique dont nombreux se sont détournés, n'est bien souvent qu'un simple enregistrement des décisions proposées par d'autres. Mais peu importe d'où viennent les propositions ou leur formulation. Discuter, participer, nous enferme toujours dans une posture de passivité qui nous laisse que très peu de prises sur nos vies. Nous réjouis de participer, en se satisfaisant d'un résultat

défavorable, c'est comme féliciter le PSG d'avoir participé après sa défaite surprise face à l'OL. Au contraire, ce qui s'est expérimenté sur les rond-points, dans les maisons du peuple, c'est l'élaboration commune de décisions concrètes, auxquelles chacun se sent intimement lié car il y a réellement participé. À quoi il faut ajouter que changer les modes de la participation ou transformer les possibilités de propositions ne peut que recréer, si on ne prend pas en compte l'organisation économique de la société, des rapports de pouvoir où certains seront toujours gouvernés par d'autres.

À l'opposé d'une pensée technique, consistant à inventer des outils pour corriger la démocratie, il semble intéressant d'abandonner totalement le mythe démocratique, d'opposer l'action et la pratique à la délibération et de poursuivre le geste amorcé depuis le 17 novembre, qui consiste à penser, ensemble, rapports économiques et rapports politiques. Il ne s'agit pas de penser ces rapports de manière désincarnée, mais au contraire, de les incarner dans la manière dont nous construisons ensemble ce mouvement. De cette manière d'être ensemble, de l'intelligence collective, dans nos actes communs, pourront émerger de nouvelles potentialités, organisées, par exemple, autour des amitiés politiques dont nous parlons ailleurs dans ce numéro.



Les gilets jaunes ont
Zadisé la France!